

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article849>



Fukushima, c'était prévu. Fukuchinon, c'est pour demain.

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -

Date de mise en ligne : mardi 11 mars 2014

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Le 11 mars 2011, le tremblement de terre et le tsunami qui frappent la région de Fukushima y font des milliers de morts. Ils initient une immense catastrophe nucléaire qui rend la région inhabitable, oblige des centaines de milliers de Japonais à l'exil intérieur. Elle se poursuit sous nos yeux. Des tonnes d'eau radioactive se déversent chaque jour dans l'Océan Pacifique. La contamination atteint les côtes californiennes et rend les produits de la mer radioactifs. En silence mais sûrement, la catastrophe prend des dimensions planétaires.

On aurait pourtant pu l'éviter. Elle était prévisible. La preuve : huit ans plus tôt, en 2003, une militante antinucléaire japonaise aujourd'hui décédée, Satomi Oba, directrice de l'association Plutonium Action Hiroshima, lançait un avertissement aussitôt traduit et publié par ACDN sur son site : [JAPON : SORTIR DE LA FOLIE NUCLEAIRE](#). *"Du point de vue sismique, écrivait-elle, il est incroyable que plus de 50 réacteurs soient dispersés à travers l'archipel japonais, alors que ces îles sont criblées d'innombrables failles sismiques en activité."* Personne ne l'a écoutée, ni elle, ni les experts auxquels elle se référait. Ils avaient pourtant raison.

Aujourd'hui, nous, citoyens radicalement opposés au nucléaire tant civil que militaire, lançons aux autorités françaises un avertissement similaire : en mars 2011, le Japon avait 54 réacteurs nucléaires en service ; treize mois plus tard, il n'en avait plus aucun. En mars 2014, la France a 58 réacteurs en service et chaque jour qui passe rend un peu plus probable un accident majeur et une catastrophe comme celles de Tchernobyl, Fukushima, ou pire encore. De même, si la France refuse toujours de négocier et mettre en oeuvre avec les autres puissances concernées l'abolition des armes nucléaires, un jour ou l'autre celles-ci nous détruiront.

La France va-t-elle donc attendre la catastrophe pour se décider à fermer ses 58 réacteurs électronucléaires ? Leur fermeture la plus rapide possible, résolument et méthodiquement organisée, est un impératif de survie. Il faut d'urgence concevoir et mettre en oeuvre un programme énergétique alternatif au nucléaire. Il y faut une vaste mobilisation, gouvernementale et populaire. La sortie du nucléaire, tant civil que militaire, doit être traitée comme une grande cause nationale - la première de toutes. Quand on est en danger de mort, on ne lésine pas sur les moyens d'y échapper.

Et ce qui vaut pour le civil vaut pour le militaire, d'autant plus que les bombes sont extraordinairement coûteuses, moralement criminelles, militairement inutiles, et loin de garantir la paix, contribuent à l'insécurité du monde... sans jamais produire le moindre kilowattheure.
